



Affaires étrangères et  
Commerce international Canada

Foreign Affairs and  
International Trade Canada

Fiers du passé

# Tournés vers l'avenir


doc  
CA1  
EA510  
2008C24  
EXF-  
c. 2



[www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

100  
1900-2000



Canada 



Robert Borden, ici en compagnie de Winston Churchill en 1917, occupe à la fois le poste de premier ministre et de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, une première.

DOCS

CA1 EA510 2008C24 EXF

c.2

Canada. Foreign Affairs and  
International Trade Canada  
Celebrating our past, embracing our  
future. --

19084129 (E)

19084-141 (F)

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01019713 8

DEC 3 2009

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

## Les débuts

Lors de sa création en 1867, le Dominion du Canada constitue une entité semi-autonome de l'Empire britannique n'ayant pas voix au chapitre des affaires internationales. Ses dirigeants ne tardent cependant pas à chercher des moyens de promouvoir ses intérêts à l'étranger.

En 1880, le premier des premiers ministres du Canada, sir John A. Macdonald, établit un haut-commissariat à Londres. Deux ans plus tard, en 1882, il nomme un commissaire auprès de la France.

Le ministère du Commerce est créé en 1892, et sir Mackenzie Bowell, premier ministre de 1894 à 1896, en est alors le ministre.

Le ministère des Affaires extérieures est constitué en 1909, sous l'autorité du secrétaire d'État Charles Murphy. En 1912, le premier ministre Robert Borden assume la direction du Ministère et ses successeurs adoptent cette pratique jusqu'en 1946.

## La Première Guerre mondiale et la période subséquente

À ses débuts, le Ministère avait comme principal objectif d'accroître l'influence du Canada au sein de l'Empire britannique.

En 1914, le Canada s'engage dans la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne, mais exige d'être consulté au sujet du déroulement du conflit. Cela a pour résultat que le premier ministre Borden est nommé membre du Cabinet de guerre impérial. Après la guerre, en 1919, le Canada devient membre à part entière de la Société des Nations.

Dans les années 1920, le premier ministre William Lyon Mackenzie King cherche à accroître l'autonomie du Canada. Il bénéficie à cet égard de l'appui de O.D. Skelton, nouveau sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nommé en 1925.

Or, pour jouer un rôle plus important dans le monde, le Canada doit se doter d'un véritable ministère des Affaires

19-084-129(E)

19-084-141(F)

étrangères. M. Skelton se consacre alors à cette tâche, par exemple en mettant en place des concours d'admission au service extérieur.

En 1926, à la suite d'une conférence impériale tenue à Londres, le Canada et les autres dominions obtiennent le droit d'établir des missions diplomatiques à l'étranger (enchâssé dans le *Statut de Westminster* de 1931). Vers la fin des années 1920, le Ministère ouvre des missions diplomatiques à Washington, auprès de la Société des Nations à Genève ainsi qu'à Tokyo, et

hausse le statut de ses bureaux de Paris et de Londres.

La transition vers une voix diplomatique distincte connaît un certain ralentissement pendant la période difficile des années 1930. À cette époque, on accorde plutôt la priorité aux dossiers commerciaux et économiques.

À la fin des années 1930, alors qu'une autre guerre mondiale s'annonce, le ministère des Affaires extérieures n'est encore qu'un tout petit portefeuille, avec onze agents à l'Administration centrale d'Ottawa et sept missions à l'étranger.



Louis Saint-Laurent et Lester B. Pearson engagent le Canada dans la voie d'un internationalisme actif et responsable à la fin des années 1940 et au cours des années 1950.



Jules Léger (à gauche) est le premier sous-secrétaire du Ministère natif du Québec.

Howard Green, un ardent partisan du désarmement nucléaire, est secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1959 à 1963, dans le gouvernement du premier ministre conservateur John Diefenbaker.

## Guerre et rétablissement de la paix

Le Canada contribue de façon importante à la cause des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Il établit des liens plus nombreux à l'étranger, grâce à l'ouverture de nouvelles missions dans l'ensemble du Commonwealth, en Amérique latine et en Europe.

La guerre entraîne aussi des responsabilités additionnelles pour le Ministère au Canada, par exemple superviser le commerce des marchandises stratégiques et procéder à la cueillette des renseignements.

En 1942, le Ministère embauche pour la première fois des femmes afin de pourvoir des postes d'agent. Elles remplissent les fonctions d'un agent subalterne, mais gagnent un salaire moindre.

À la même époque, les diplomates canadiens exigent et obtiennent que le Canada ait un droit de parole approprié en ce qui concerne l'effort de guerre des Alliés et l'organisation du

monde de l'après-guerre. Le Canada joue un rôle de premier plan dans la création de la nouvelle Organisation des Nations Unies (ONU).

En 1946, le gouvernement dote le Ministère de son propre ministre pour la première fois depuis 1912. Il s'agit de Louis Saint-Laurent qui devient secrétaire d'État aux Affaires extérieures, avant d'accéder au poste de premier ministre en 1948. Lester B. Pearson relève alors de lui, d'abord à titre de sous-secrétaire, puis de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Les deux hommes partagent un même engagement en faveur d'un internationalisme responsable et actif. Aussi, lorsqu'il devient évident que l'ONU ne peut assurer la sécurité face à l'agression communiste, ils s'avèrent d'ardents défenseurs de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Dirigé par MM. Pearson et Saint-Laurent, le Ministère poursuit sa croissance alors que le Canada assume un rôle

plus important sur l'échiquier international. Les missions à l'étranger se multiplient, particulièrement en Asie, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, où le Canada n'a pas une grande présence jusqu'alors.

En 1954, le Canada se joint aux commissions internationales qui supervisent la paix au Vietnam, au Cambodge et au Laos, à la suite du retrait de la France. Au cours des deux décennies suivantes, près du tiers des diplomates canadiens auront servi dans cette région dévastée par la guerre.

En 1956, le Canada contribue au règlement de la crise du canal de Suez, lorsque M. Pearson propose que les Nations Unies déploient une force de maintien de la paix. Cette approche devient une ligne de conduite courante pour bon nombre des interventions de l'ONU, et amène le premier ministre conservateur John Diefenbaker à offrir le soutien du Canada dans le cadre d'une mission de maintien de la paix de l'ONU au Congo, en 1960.



En octobre 1973, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau et le premier ministre chinois Chou En-lai visitent les cavernes de Loyang, en République populaire de Chine, lors de la première visite officielle d'un premier ministre canadien dans ce pays.

Flora MacDonald, nommée en 1979, devient la première femme à occuper le poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

En 1988, le Canada et les États-Unis signent un accord bilatéral de libre-échange qui est le précurseur de l'Accord de libre-échange nord-américain. Dans cette photo, le premier ministre Brian Mulroney signe ce nouvel accord en 1992, sous l'œil attentif du ministre du Commerce international, Michael Wilson.

Cette même année, le Bureau de l'aide extérieure (maintenant l'Agence canadienne de développement international) est établi pour administrer les programmes d'aide à l'étranger du Canada. Bien que distinct du Ministère, le Bureau relève du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. Pearson devient premier ministre en 1963. Pendant la Révolution tranquille du Québec, le Ministère s'efforce de mettre en place une politique étrangère fidèle au caractère bilingue du Canada, surtout en resserrant les liens avec la France et d'autres États francophones.

En 1968, le Canada compte 93 missions diplomatiques à l'étranger et une accréditation sans résidence auprès de 41 autres pays.



## Un ministère intégré

En 1968, Pierre Elliott Trudeau succède à M. Pearson avec une équipe composée, dit-il alors, « de nouvelles têtes et de nouvelles idées ». Par suite d'un examen approfondi de la politique étrangère, le nouveau gouvernement accorde la priorité absolue aux intérêts nationaux du Canada. Ainsi, la politique étrangère est définie comme le « prolongement des politiques nationales à l'étranger », notamment pour ce qui est de la justice sociale, de la croissance économique et de la qualité de vie.

Le Ministère s'adapte avec difficulté aux exigences du nouveau

premier ministre et doit se livrer à une guerre d'influence non seulement avec les autres ministères, mais aussi avec les conseillers en politique étrangère de M. Trudeau. Malgré tout, il continue de jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre du programme de politique étrangère du gouvernement. Ses compétences seront mises à contribution dans des dossiers aussi diversifiés que l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui a entraîné l'ajout de plus de 1 million de milles carrés au territoire canadien.



En septembre 2006, le premier ministre Stephen Harper rencontre le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai. Les diplomates canadiens œuvrent de concert avec des travailleurs humanitaires, des soldats et des policiers afin de soutenir les efforts que déploie le gouvernement afghan pour reconstruire le pays dévasté par la guerre.

À compter de 1969, le gouvernement cherche à intégrer les activités à l'étranger. Le but visé est la création d'un seul ministère responsable de la politique étrangère, des programmes d'aide et du commerce. En janvier 1982, le ministère des Affaires extérieures et le Service des délégués commerciaux sont fusionnés, de façon à créer un ministère des affaires étrangères et du commerce unique, doté d'un nouveau nom et d'un mandat élargi.

En 1984, le nouveau gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney donne la priorité à l'amélioration des relations du Canada avec les États-Unis. En même temps, le Ministère mène diverses initiatives, en s'opposant à l'apartheid en Afrique du Sud, en défendant les droits de la personne en Amérique centrale et en favorisant la coopération dans la région de l'Asie-Pacifique.

La politique économique et commerciale figure aussi parmi les priorités. Il en résulte l'Accord de libre-échange de 1989 entre le Canada et les États-Unis et, en 1994, l'Accord de libre-échange nord-américain, qui représente aujourd'hui un élément incontournable de la prospérité du Canada. De plus, les négociateurs canadiens contribuent à transformer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui ouvre la voie à l'Organisation mondiale du commerce.

La fin de la guerre froide débouche sur un ordre du jour plus large, incluant des enjeux nouveaux tels que la dégradation de l'environnement, les États en déroute et le terrorisme.

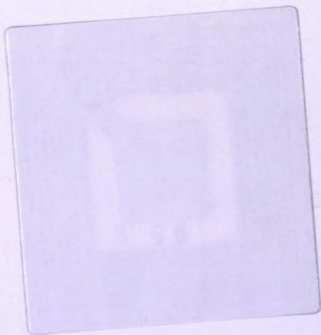
En 1993, lorsqu'un nouveau gouvernement accède au pouvoir, le Ministère change de nom pour devenir le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Dans les années 1990, les contraintes financières obligent le Ministère à se concentrer sur ses responsabilités de base, c'est-à-dire une politique étrangère et commerciale efficace, la promotion du commerce et les services consulaires. Le Ministère s'efforce alors d'atteindre des objectifs restreints mais importants : appuyer l'économie canadienne au moyen des prestigieuses missions commerciales d'Équipe Canada; contribuer à la campagne internationale visant l'interdiction des mines terrestres; et travailler à la création de la Cour pénale internationale. Plus récemment, des diplomates canadiens se sont joints aux travailleurs humanitaires, aux soldats et aux policiers pour faciliter la reconstruction de l'Afghanistan dévasté par la guerre.

### **Le Ministère aujourd'hui**

Aujourd'hui, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international continue de jouer un rôle de premier plan au pays et à l'étranger. Au 31 mars 2008, le Ministère compte 168 missions dans 109 pays, dont 9 missions auprès d'organisations multilatérales, et offre une plateforme à l'étranger pour les diverses activités de l'ensemble du gouvernement du Canada. Il compte également 13 bureaux régionaux répartis à travers le Canada.

Des représentants des nombreuses communautés ethnoculturelles du Canada composent l'effectif des 9 700 femmes et hommes qui travaillent pour le Ministère.



Peut-être plus que jamais auparavant, le Ministère met en œuvre les éléments clés de son mandat, c'est-à-dire travailler pour la paix et la sécurité dans le monde; promouvoir les échanges commerciaux et l'investissement; défendre la primauté du droit international; et faire évoluer les droits de la personne.

Tout comme par le passé, le Ministère continue de s'adapter aux nouvelles réalités du Canada et de la scène internationale. Grâce à un important exercice de transformation et au recrutement d'une autre génération de diplomates, le

Ministère se renouvelle de façon à pouvoir relever le défi constant que représente le fait de servir les Canadiens, ici et à l'étranger, dans un monde en perpétuelle évolution.

Pour plus de renseignements,  
consultez le  
[www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca).



Foreign Affairs and  
International Trade Canada

Affaires étrangères et  
Commerce international Canada

Celebrating Our Past

# Embracing Our Future

doc  
CA1  
EA510  
2008C24  
EXF  
c. 2



[www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

100  
1990-2000



Canada



Robert Borden, shown with Winston Churchill in 1917, was the first prime minister also to serve as secretary of state for external affairs.

DEC 3 2009

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

ATML/DOC

c.2

b4231685 (E)

b4231697 (F)

### The early years

When the Dominion of Canada was created in 1867, it was a semi-autonomous part of the British Empire without a voice of its own in international matters. But very soon it began to look for ways of furthering its interests abroad.

In 1880, Canada's first prime minister, Sir John A. Macdonald, established a high commission in London. Two years later, in 1882, he appointed a commissioner to France.

The Department of Trade and Commerce was established in 1892, with Sir Mackenzie Bowell, prime minister from 1894 to 1896, as its first minister.

The Department of External Affairs was founded in 1909, under the authority of the secretary of state, Charles Murphy. In 1912, Prime Minister Sir Robert Borden assumed responsibility for the Department of External Affairs, a practice followed by his successors until 1946.

### The First World War and after

The department's early activities were focused on extending Canada's influence within the British Empire.

Canada went to war in 1914 alongside Great Britain, but demanded that it be consulted on the course of the war. The result was that Prime Minister Borden was made a member of the Imperial War Cabinet. After the war, in 1919, Canada became a member of the League of Nations in its own right.

In the 1920s, Prime Minister William Lyon Mackenzie King sought greater autonomy for Canada. Supporting him was the new under-secretary of state for external affairs, O.D. Skelton, appointed in 1925.

A bigger international role meant that Canada would need a true foreign ministry. Skelton worked to build it—for example, by introducing competitive examinations for the foreign service.

19-084-141 (F)

19-084-129 (E)

In 1926, an Imperial Conference in London gave Canada and the other Dominions the right (ratified by the Statute of Westminster in 1931) to establish diplomatic missions abroad. In the final years of the 1920s, the department opened diplomatic posts in Washington, at the League of Nations in Geneva, and in Tokyo, and upgraded the status of its offices in Paris and London.

The move toward a separate diplomatic voice slowed during the hard times of the 1930s. Instead, trade and economic matters were given priority.

By the late 1930s, as yet another world war loomed, the

Department of External Affairs was still only a tiny ministry, with 11 officers at headquarters in Ottawa and seven posts abroad.

### **War and peacemaking**

Canada made a major contribution to the Allied cause in World War II. This meant expanded ties abroad as new posts were opened across the Commonwealth, in Latin America and in Europe.

The war also brought additional responsibilities for the department at home—for instance, overseeing trade in strategic goods and gathering intelligence.



Louis St. Laurent and Lester B. Pearson committed Canada to an active and responsible internationalism during the late 1940s and 1950s.





Jules Léger (left) was the department's first under-secretary from Quebec.

Howard Green, a passionate advocate of nuclear disarmament, served as secretary of state for external affairs from 1959 to 1963, under Conservative Prime Minister John Diefenbaker.

The department hired women for officer positions for the first time in 1942. They did the work of junior officers but earned a lower salary.

Canadian diplomats successfully demanded an appropriate say for Canada in the Allied war effort and in shaping the post-war world. Canada took a prominent part in creating the new United Nations Organization.

In 1946, the department regained its own minister for the first time since 1912 when Louis St. Laurent became secretary of state for external affairs, before becoming prime minister in 1948. Serving under him was Lester B. Pearson, first as under-secretary and then as secretary of state for external affairs.

Both men were committed to responsible and active internationalism. When the UN proved an insufficient guardian of security in the face of Communist aggression, Pearson and St. Laurent proved strong supporters of the North Atlantic Treaty Organization.

Under Pearson and St. Laurent, the department continued to grow as Canada assumed a greater role on the international scene. Missions abroad expanded, especially in Asia, Eastern Europe and the Middle East, where Canada had not been widely represented.

In 1954, Canada joined the international commissions supervising peace in Vietnam, Cambodia and Laos after the French withdrawal. Over the next two decades, almost a third of Canada's diplomats served in this war-torn region.

In 1956, Canada helped resolve the Suez Crisis when Pearson proposed that the United Nations deploy a peacekeeping force. This became the pattern for many UN interventions and inspired Conservative Prime Minister John Diefenbaker to pledge Canada's support for a UN peacekeeping mission in the Congo in 1960.

In 1960, the External Aid Office (now the Canadian International Development Agency) was established to administer Canada's overseas

aid programs. It was separate from the department but under the authority of the secretary of state for external affairs.

Pearson became prime minister in 1963. During Quebec's Quiet Revolution, the department worked for a foreign policy that reflected Canada's bilingual character, particularly through closer ties with France and other francophone states.

By 1968, Canada had 93 diplomatic posts abroad, with non-resident accreditation in another 41 countries.

### **An integrated department**

Pierre Elliott Trudeau succeeded Pearson as prime minister in 1968, with a team that he called "new guys with new ideas." Following an extensive review of foreign policy, the new government gave paramount importance to Canada's national interest. It defined the country's foreign policy as "the extension abroad of national policies," especially in the areas of social justice, economic growth and quality of life.



Prime Minister Pierre Elliott Trudeau and Chinese Premier Chou En-lai tour the caves at Loyang in the People's Republic of China in October 1973.

In 1979, Flora MacDonald became the first woman to be named secretary of state for external affairs.

In 1988, Canada and the United States signed a bilateral free trade agreement, the precursor of the North American Free Trade Agreement. Here, Prime Minister Brian Mulroney signs this later agreement in 1992 as Michael Wilson, Minister for International Trade, looks on.

The department adjusted with difficulty to the demands of the new prime minister, and found itself vying for influence with other government departments as well as Trudeau's own foreign policy advisors. Still, it continued to play a pivotal role in implementing the government's foreign policy agenda. Its expertise was brought to bear in areas as diverse as the establishment of diplomatic relations with the People's Republic of China, and the United Nations Convention on the Law of the Sea, which added more than one million square miles to Canadian territory.

From 1969 on, the government worked to integrate foreign operations abroad. The aim was a single department responsible for foreign policy, aid programs and trade. In January 1982, the Department of External Affairs was amalgamated with the Trade Commissioner Service to form a single foreign and trade ministry, with a new name and a broader mandate.

In 1984, the new Progressive Conservative government of Brian Mulroney gave priority to improving Canada's relations with the United States. At the same time, the department pursued a range of initiatives, opposing apartheid in South Africa, championing human rights in Central America and fostering cooperation in the Asia-Pacific region.

Another focus was economic and trade policy. This led to the 1989 Canada-U.S. Free Trade Agreement and its successor, the 1994 North American Free Trade Agreement (NAFTA)—now a cornerstone of Canada's prosperity. Canadian negotiators were also active in efforts

to transform the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the forerunner of the World Trade Organization.

The end of the Cold War brought a wider agenda, including emerging issues such as environmental degradation, failed states and terrorism.

In 1993, the government changed hands and the department received a new name: the Department of Foreign Affairs and International Trade.

Fiscal constraints in the 1990s forced the department to concentrate on its core responsibilities of an effective foreign and trade policy, trade promotion and consular services. It



In September 2006, Prime Minister Stephen Harper met with President Hamid Karzai of Afghanistan, where Canadian diplomats are working with aid workers, soldiers and police officers in support of the Afghan government's efforts to rebuild the war-torn country.

worked toward limited but important goals: helping Canada's economy through the high-profile Team Canada trade missions; advancing the international campaign to ban landmines; and working for the creation of the International Criminal Court. More recently, Canadian diplomats have joined with aid workers, soldiers and police officers in an effort to rebuild war-torn Afghanistan.

### **The department today**

Today, Foreign Affairs and International Trade Canada continues to play an important role in Canada and abroad. As of March 31, 2008, the department has 168 missions in 109 countries, including nine missions to multilateral organizations, and provides a platform abroad for the varied operations of the Government of Canada as a whole. As well, it maintains 13 regional offices across Canada.

The 9,700 women and men who work for the department include representatives of Canada's many ethno-cultural communities.

Perhaps more than ever before, the department pursues the key elements of its mandate: working for international peace and security; promoting trade and investment; advancing the rule of international law; and improving human rights.

Just as in the past, the department is continuing to adapt to new realities in Canada and the international environment. By undertaking a significant transformation exercise and by recruiting a new generation of diplomats, the department is renewing itself to meet the ongoing challenge of serving Canadians at home and abroad in a world of constant change.

For more information, visit us at [www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)